



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques



17.09.2019

La victoire des Talibans en Afghanistan préfigure-t-elle un nouveau « Grand Jeu » régional ?

Arnaud Peyronnet

Membre associé FMES de l'Observatoire stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient (OS2MO)

Résumé

La chute de Kaboul et la victoire des Talibans en Afghanistan quelques semaines avant la date symbolique du 11 septembre 2021 marquent une rupture géopolitique pour l'Asie centrale. Cette nouvelle donne risque d'engendrer plusieurs vagues déstabilisatrices pour l'espace eurasiatique, puis pour l'Europe. L'incertitude sur la stratégie des Talibans pourrait conduire à des mouvements migratoires massifs d'Afghans vers l'Europe, à une explosion du trafic de drogue et à la création d'un nouveau foyer de projection de la menace djihadiste internationalisée.

Ce retrait occidental du limes des mondes chinois, russe et turc, s'il confirme que l'Afghanistan est bien le « cimetière des Empires », signale également la fin de la stratégie américaine d'implantation en Asie centrale¹ afin d'y contrer les influences russe, chinoise et islamiste. Il laisse la place à un nouveau « Grand Jeu »² qui va voir s'opposer les seules puissances eurasiatiques. Le vide créé par le retrait américain et le regain de menace djihadiste vont entraîner la Russie et la Chine à développer de façon concurrentielle, mais prudente, leur influence sécuritaire dans les pays voisins de l'Afghanistan. L'Iran et le Pakistan cherchent à s'imposer en médiateurs crédibles entre le pouvoir taliban et les grandes puissances, l'Inde étant la grande perdante de ce retour des Talibans. La Turquie cherche à pousser ses pions en Asie centrale pour y renforcer son influence, de manière à regagner la confiance de Washington dans cette région, à la place du Pakistan, comme le suggère déjà le rapprochement récent entre la Turquie et les Émirats arabes unis inquiets d'un regain d'influence des djihadistes dans la péninsule Arabique.

L'AFGHANISTAN, FOYER DE DESTABILISATION MULTIPLE

La chute de Kaboul et la victoire totale des Talibans risquent de plonger l'Afghanistan dans une instabilité chronique liée à plusieurs paramètres déstabilisants. L'Afghanistan est en effet le premier exportateur mondial d'opium, duquel est dérivée l'héroïne, représentant environ 85 % de la production mondiale. Cette culture et son exportation assurent 60 % des revenus des Talibans, avec 200 millions de dollars de recettes annuelles³. La production d'opium reste au cœur de la politique économique et financière des Talibans qui ont tout intérêt, comme beaucoup d'autres acteurs locaux d'ailleurs (20 %

¹ 2 448 soldats américains et 3 846 *contractors* ont trouvé la mort en Afghanistan depuis 2001, de même que 1 444 soldats des forces alliées (Associated Press, 17/08/2021).

² Le premier « Grand Jeu » correspond à la rivalité coloniale et diplomatique entre la Russie et le Royaume-Uni en Asie centrale au XIX^e siècle ; cette expression, attribuée à l'officier britannique Arthur Conolly en 1840, a été popularisée par Rudyard Kipling en 1901.

³ J.-P. Filiu, *Le Monde*, 25/04/2021.

à 30 % du PNB afghan sont liés à l'opium⁴), à ce qu'elle s'étende pour financer, *via* les taxes sur les producteurs et intermédiaires, leurs activités politiques et militaires⁵. C'est pour cette raison que les Talibans ont reconquis en priorité la capitale provinciale de Lashkar Gah, épice de la production d'opium⁶. L'héroïne venant d'Afghanistan inonde la Russie et l'Europe, deux zones qui vont probablement connaître un fort développement de ce trafic en provenance d'Asie centrale dans les prochains mois, mais aussi l'Iran, l'océan Indien et l'Afrique.

Après la victoire spectaculaire des Talibans, il est possible que l'Afghanistan redevienne un foyer du djihadisme international et ce malgré les déclarations des nouveaux maîtres de Kaboul et les assurances politiques américaines qui misent sur les opérations *over the horizon*⁷ pour continuer la lutte antiterroriste. Dans tous les cas, malgré les négociations qui se sont tenues au Qatar depuis plus de deux ans (finalisées par l'accord de Doha signé le 29 février 2020), l'administration américaine a concédé une victoire stratégique aux Talibans. Les djihadistes, où qu'ils soient, pourraient en tirer la conclusion que les retraits occidentaux sont inéluctables⁸ et que le facteur temps joue en leur faveur. Les mouvements radicaux très actifs au Pakistan ont d'ailleurs largement célébré cette victoire des Talibans citée comme un exemple pour défaire les Occidentaux et les régimes locaux⁹. Les Talibans ont annoncé leur intention d'instaurer un « authentique régime islamique » en Afghanistan¹⁰. Les dirigeants talibans sont liés au puissant réseau Haqqani qui a des ramifications au Pakistan. Ils conservent aussi des liens personnels avec certains djihadistes d'Al-Qaïda, faisant craindre de voir leur pays redevenir un refuge pour les djihadistes, même si les Talibans, *via* l'accord de Doha, se sont engagés à empêcher l'implantation de tout groupe terroriste dans les zones sous leur contrôle. Pourtant, selon un rapport de l'ONU du 21 juillet 2021, le groupe Al-Qaïda avec son cortège de combattants étrangers est déjà présent dans 15 provinces afghanes et opère sous la protection talibane depuis les régions de Kandahar, du Helmand et de Nimruz¹¹. Le groupe djihadiste Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) a de son côté félicité les Talibans pour leur victoire. De fait, le nouveau pouvoir taliban dispose d'une complète liberté de manœuvre pour calibrer comme il le souhaite sa relation avec les djihadistes d'Al-Qaïda, tout en ménageant Russes, Iraniens et Chinois.

Face à la reconquête talibane, une part croissante de la population afghane, notamment urbaine, craint des représailles et cherche son salut dans l'exil. Selon le HCR, un demi-million d'Afghans pourraient fuir le pays. Entre 30 000 et 40 000 Afghans tenteraient de partir chaque semaine mais la plupart resteraient des déplacés internes (plus de 550 000 personnes depuis le début de l'année)¹². Fin juillet, la frontière irano-turque voyait déjà entre 500 et 1 000 passages quotidiens de réfugiés afghans¹³, l'Iran accueillant déjà près de 3 millions de réfugiés afghans sur son sol¹⁴. La Turquie a construit un mur à sa frontière avec l'Iran pour stopper l'afflux de migrants en provenance d'Afghanistan. Face à cette volonté d'exode, les pays occidentaux ont de leur côté mis en place un pont aérien visant à exfiltrer, de façon contrôlée, tant leurs ressortissants que les personnes menacées par le nouveau régime. Le Premier ministre britannique a assuré que le Royaume-Uni accueillerait 20 000 réfugiés afghans ces cinq prochaines années¹⁵, tandis que les États-Unis viseraient un objectif de 80 000 personnes dont 65 000 Afghans à exfiltrer¹⁶. Une vague migratoire afghane incontrôlée est d'ores et déjà redoutée par l'Allemagne et l'Italie qui ont dit s'attendre à un phénomène identique à celui connu en 2015 au plus fort de la crise syrienne¹⁷. Cette nouvelle vague migratoire va être instrumentalisée par la Turquie qui

⁴ *Ibid.*

⁵ RFI, 29/06/2019 ; *The New York Times*, 04/01/2019.

⁶ J.-P. Filiu, *Le Monde*, 08/08/2021.

⁷ À partir uniquement de moyens aériens basés dans le golfe Arabo-Persique.

⁸ En raison de l'usure occidentale pour les guerres sans fin dans cette région, évidente après l'Irak.

⁹ *Le Monde*, 25/07/2021.

¹⁰ *Le Figaro*, 20/06/2021.

¹¹ *Al Monitor*, 01/08/2021.

¹² *Libération*, 19/08/2021.

¹³ *Le Point*, 22/07/2021.

¹⁴ *Libération*, 19/08/2021.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Soit plus que pour la chute de Saïgon en 1975 qui avait vu l'exfiltration de 51 000 personnes par les forces américaines (*France Inter*, 25/08/2021).

¹⁷ *France Inter*, 25/06/2021.

pourrait effectuer un nouveau chantage vis-à-vis de l'Union européenne (aides financières en échange d'un maintien des migrants sur son sol), sauf à ne pas pouvoir les garder¹⁸, ce pays accueillant déjà 3,7 millions de réfugiés syriens. L'Iran pourrait aussi utiliser cette pression migratoire pour contraindre l'Europe à abolir les sanctions internationales qui frappent Téhéran. Dans tous les cas, cette nouvelle vague migratoire pourrait échapper à tout contrôle et échouer à terme sur les frontières européennes.

LE REPLI AFGHAN, SIGNE D'UN DECLIN GEOPOLITIQUE AMERICAIN ?

Outre les pertes humaines, les États-Unis ont dépensé un peu plus de 2 000 milliards de dollars en Afghanistan, dont plus de 80 milliards uniquement pour la formation des 300 000 personnels des forces armées afghanes¹⁹. Dans un discours du 16 août 2021, le président américain a clairement indiqué que le coût humain et l'énormité des sommes engagées en pure perte pour l'Afghanistan devaient cesser et étaient à l'origine de la décision de retrait²⁰. De plus, le président Biden a justifié cette décision par la *Great Power Competition*, indiquant « que les adversaires des États-Unis sur la scène internationale, Chine et Russie au premier rang, auraient adoré que les Américains restent enlisés en Afghanistan²¹ ». De fait, le repli américain de cette partie du monde est une nouvelle séquence du redéploiement américain planétaire vers l'Indopacifique, entamé voilà déjà plus d'une décennie par Obama et considéré comme beaucoup plus stratégique pour les intérêts américains que l'Afghanistan et le Moyen-Orient. Il abandonne ainsi délibérément la gestion de la sécurité de cette zone aux puissances régionales qui devront s'accommoder de la situation laissée par les États-Unis. Il signe la fin d'une époque, celle de l'interventionnisme occidental à des fins de *nation-building* et de démocratisation de systèmes politiques locaux.

Au-delà de l'impact négatif en termes de prestige de ce retrait particulièrement mal conduit, ce repli est aussi le signe d'une réarticulation pragmatique (diminuer les pertes) du dispositif américain et ne signale pas forcément un nouveau déclin géopolitique américain, l'attention des États-Unis étant juste portée ailleurs. À l'instar de la chute de Saïgon en 1975 qui a vu ensuite un sursaut américain avec l'élection de Reagan et le doublement des dépenses militaires quelques années plus tard, la chute de Kaboul pourrait produire les mêmes effets d'ici quelques années et voir l'arrivée au pouvoir d'un courant réaliste dur à la Maison Blanche²².

Ce retrait marque aussi la nouvelle politique de fait accompli américaine, initiée par Trump et reprise par Biden, un président démocrate, signe de la tendance durable de la géopolitique américaine actuelle. Il rappelle de nouveau aux alliés des États-Unis qu'ils devront eux aussi assumer leur part du fardeau de la sécurité internationale et ne pas bâtir leur politique étrangère en comptant uniquement sur les moyens américains.

UN OPPORTUNISME GEOPOLITIQUE TURC CONTRAINT

La Turquie a utilisé pour sa part la crise afghane et le retrait occidental précipité pour pousser ses avantages géopolitiques dans la région en renforçant son utilité vis-à-vis de Washington. Ankara a en effet déclaré être, dès l'annonce du retrait américain, dans la capacité d'assurer la sécurité de l'aéroport de Kaboul, vital pour les accès, notamment diplomatiques, à la capitale afghane, avec ses troupes déjà sur place (500 soldats) y compris après le départ prévu des dernières troupes américaines. Ce rôle de protecteur de la seule porte de sortie d'Afghanistan pouvait permettre à la Turquie de se présenter au sein de l'OTAN comme un membre efficace et compétent, capable d'accomplir des missions qu'aucune

¹⁸ Le président turc a affirmé à l'Allemagne que son pays ne pourrait supporter un fardeau migratoire supplémentaire provenant d'Afghanistan (*Le Figaro*, 21/08/2021).

¹⁹ *Le Monde*, 23/08/2021.

²⁰ « Quitter l'Afghanistan maintenant était la bonne décision. Les Américains ne doivent pas mourir pour une cause que les Afghans ne veulent pas défendre. Nous avons équipé et investi dans l'armée afghane, bien plus que pour d'autres de nos alliés. Nous leur avons tout donné. Mais nous ne pouvons pas leur donner la volonté de lutter pour leur avenir » (*Le Figaro*, 16/08/2021).

²¹ *Ibid.*

²² Mue par la volonté sans cesse plus forte de l'opinion américaine de ne pas dépêcher de soldats loin de leurs frontières pour des raisons perçues comme éloignées des stricts intérêts nationaux des États-Unis.

autre nation ne pouvait ou ne voulait accomplir²³. Cette manœuvre aurait permis à Ankara de s'afficher comme un allié essentiel pour Washington alors que les relations étaient tendues entre l'administration Biden et le président Erdogan. L'objectif attendu était de permettre à la Turquie de s'attirer dans la durée les bonnes grâces des Américains, de raffermir son rôle dans l'OTAN et de jouer individuellement sa carte au sein du camp occidental, au détriment des alliés européens qui n'ont pas brillé auprès des États-Unis par leur volontarisme. En outre, cette position singulière aurait permis à Ankara de jouer un rôle de médiation important avec les Talibans. Son ambassade est restée d'ailleurs ouverte à Kaboul, le gouvernement turc estimant dès le 17 août que les messages envoyés par les Talibans depuis leur arrivée au pouvoir étaient positifs et que des discussions avec le mouvement islamiste radical étaient en cours. Le maintien militaire de la Turquie en Afghanistan, objectif premier du président turc, n'a toutefois pas été accepté par les Talibans, malgré les pourparlers engagés avec les pays voisins ayant des contacts directs avec eux²⁴. Le gouvernement turc avait même étudié l'hypothèse d'utilisation de supplétifs syriens pro-turcs, à l'instar d'autres théâtres²⁵. Les négociations avec les Talibans n'ayant pas été couronnées de succès, la Turquie a annoncé le 25 août 2021 avoir commencé à retirer ses troupes d'Afghanistan, abandonnant *de facto* sa proposition d'assurer la sécurité de l'aéroport de Kaboul après le retrait des forces américaines.

Cet échec marque les limites de la stratégie d'influence turque dans la région. C'est un coup dur pour le président Erdogan dans sa stratégie de reconquête de Washington. Toutefois, la Turquie devrait poursuivre son narratif quant à son rôle géopolitique en Asie centrale, alimenté par une communauté de religion et une proximité linguistique²⁶, alors même qu'elle pousse ses avantages avec l'Azerbaïdjan dans le Caucase.

NOUVELLE LUTTE D'INFLUENCE ENTRE VOISINS DE L'AFGHANISTAN

L'arrivée au pouvoir des Talibans est d'abord une victoire pour le Pakistan qui est régulièrement accusé d'avoir aidé, au travers de ses services secrets, les actions armées de ce mouvement en Afghanistan²⁷. En effet, obtenir un régime favorable à ses intérêts était le seul moyen pour Islamabad d'acquérir une profondeur stratégique vitale en cas de conflit avec l'Inde et de mener à bien ses projets de construction de routes, de gazoducs (projet CentGas) et d'une voie ferrée qui doit relier le Pakistan à l'Ouzbékistan puis à la Chine, *via* l'Afghanistan²⁸. Le Premier ministre pakistanais Imran Khan a repris à son compte l'engouement populaire antiaméricain lié à la victoire talibane et s'est personnellement félicité du départ des Américains d'Afghanistan (« Les Afghans ont brisé les chaînes de l'esclavage²⁹ »). Compte tenu des liens forts entre les Talibans et le Pakistan, la chute de Kaboul place le gouvernement pakistanais en situation de médiateur courtisé pour les pays qui souhaitent discuter avec eux, notamment la Turquie³⁰ et la Chine.

Le jeu trouble du Pakistan vis-à-vis des Talibans va aussi raviver l'animosité des Occidentaux à l'encontre de ce pays, le jetant davantage dans les bras de l'islam politique et de la Chine. Toutefois, cette victoire stratégique d'Islamabad pourrait être à double tranchant car l'expansion de l'idéologie

²³ Lors de la conférence de presse qu'il a organisée avant sa visite au sommet des dirigeants de l'OTAN à Bruxelles, le président Recep Tayyip Erdoğan a d'ailleurs déclaré : « La Turquie est le seul pays fiable qui peut gérer prudemment la situation en Afghanistan. » Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Alliance atlantique, a aussi souligné l'importance du « rôle clé » que la Turquie pourrait jouer dans l'avenir de ce pays (*Opex360*, 13/07/2021).

²⁴ Plusieurs contacts bilatéraux ont eu lieu ces dernières années entre l'Iran et les Talibans, Téhéran cherchant avant tout à s'assurer de la stabilité de sa frontière.

²⁵ Selon certains médias, 2 000 supplétifs syriens pourraient assurer la sécurisation de l'aéroport de Kaboul au profit du gouvernement turc (*Al Monitor*, 12/07/2021).

²⁶ L'influence turque en Afghanistan est également culturelle *via* la grande popularité des séries et films turcs dans le pays, des actions humanitaires de la Turquie vis-à-vis des minorités turcophones (scolarisation, formation des élites, etc.) (*Eurasia news*, 22/07/2021).

²⁷ Le Pakistan faisait d'ailleurs partie des trois seuls États, avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, à avoir reconnu le gouvernement des Talibans quand il était au pouvoir entre 1996 et 2001.

²⁸ *RFI*, 17/08/2021.

²⁹ *Le Temps*, 18/08/2021.

³⁰ Le Premier ministre pakistanais a appelé à un dialogue direct entre le gouvernement turc et les Talibans, peu de temps après sa rencontre avec le ministre de la Défense turc (*Al Monitor*, 12/08/2021).

radicale talibane pourrait venir menacer à terme le gouvernement pakistanais, étant donné la forte porosité des zones frontalières tribales connues pour leur fondamentalisme religieux.

Cette victoire symbolique pakistanaise est par essence une défaite stratégique de l'Inde, les autorités indiennes ayant réaffirmé leur opposition aux Talibans et accentué leur soutien au gouvernement d'Ashraf Ghani. L'Inde a en effet massivement investi en Afghanistan ces vingt dernières années³¹, dans le sillage de la présence américaine, afin d'assurer une gouvernance stable et amie sur les flancs ouest de l'ennemi pakistanais. En 2011, un accord de partenariat stratégique entre New Delhi et Kaboul avait été signé, en particulier dans les domaines de la sécurité, de l'économie et de l'exploitation minière³². Cet investissement s'est fait en pure perte, la victoire talibane remettant en cause l'influence indienne dans ce pays et ravivant la guérilla islamiste dans la région du Cachemire.

L'Iran a de son côté profité de la crise intérieure afghane de ces dernières années pour accroître son influence, notamment auprès de la minorité chiite hazara, employée par Téhéran comme source de mercenaires pour les combats en Syrie. L'Iran s'est également rapproché pragmatiquement des Talibans ces derniers mois, car ceux-ci étaient les adversaires désignés des deux ennemis prioritaires de Téhéran, les États-Unis et Daech. La question des réfugiés constitue un autre enjeu pour l'Iran, Téhéran s'attendant à l'arrivée de dizaines de milliers de réfugiés à sa frontière. L'Iran va enfin profiter du départ des États-Unis pour remporter une forte victoire symbolique³³ sur Washington mais aussi pour ériger les Talibans comme barrage contre Daech sur ses frontières orientales. L'Iran a d'ailleurs maintenu son ambassade à Kaboul³⁴ et a repris ses exportations d'hydrocarbures raffinés vers l'Afghanistan, à la demande expresse des Talibans³⁵, signes de sa volonté de dialogue avec le nouveau régime.

INQUIETUDES RUSSES

Accusée par les États-Unis d'avoir soutenu le mouvement taliban ces dernières années³⁶, la Russie s'inquiète de l'évolution de la situation, laquelle pourrait conduire à une déstabilisation de son flanc sud, au cœur de ce qu'elle perçoit comme sa sphère d'influence. Si Moscou critique le retrait américain qui est considéré comme « hâtif³⁷ » en raison des risques de déstabilisation sécuritaire que celui-ci va impliquer en Asie centrale, ce repli occidental représente toutefois une victoire symbolique pour la Russie. Elle répare ainsi l'humiliation de son propre retrait d'Afghanistan en 1989 et de l'irruption de l'influence occidentale au cœur du *heartland* eurasiatique. De fait, le vide stratégique laissé par les Occidentaux pourra être de nouveau occupé par Moscou, la Russie ayant pour préoccupation principale l'endigement de la contagion djihadiste à ses frontières. Moscou déploie dans ce cadre deux manœuvres simultanées.

La première consiste à adopter une position d'attente vis-à-vis des Talibans, une reconnaissance du nouveau régime restant possible en fonction de ses agissements³⁸ ; Moscou (tout comme Pékin, Ankara et Téhéran) n'a pas évacué son ambassade, signe tangible de son souhait de garder son influence dans le pays. Les émissaires talibans ont été reçus au printemps 2021 afin de s'assurer de leurs intentions régionales. Un accord avec les Talibans permettrait en effet à Moscou (à l'instar de Téhéran) de constituer une alliance contre Daech qui reste l'ennemi commun de la Russie et du régime taliban³⁹.

³¹ Investissements de 3 milliards de dollars pour des routes, barrages (dont le barrage de l'amitié indo-afghane), réseaux électriques, écoles, hôpitaux, port de Chah Bahar, en Iran mais devant servir de port pour l'Afghanistan.

³² *Opex360*, 11/08/2021.

³³ Le président iranien Ebrahim Raïssi s'est réjoui de l'échec militaire des États-Unis en Afghanistan. Les images et les vidéos des militaires américains quittant dans la précipitation et le chaos l'aéroport de Kaboul sont largement reprises par les médias iraniens.

³⁴ *RFI*, 16/08/2021.

³⁵ *Middle East news*, 23/08/2021.

³⁶ Informations du *New York Times* de juin 2020, selon lequel le Kremlin aurait offert des primes à des combattants proches des Talibans pour tuer des soldats occidentaux en Afghanistan, accusations réfutées par Moscou.

³⁷ Ministre de la Défense russe cité dans *Opex360*, 28/07/2021.

³⁸ *France info*, 16/08/2021.

³⁹ L'envoyé du Kremlin pour l'Afghanistan, Zamir Kabulov, avait affirmé, en décembre 2015, que les intérêts de la Russie coïncidaient objectivement avec ceux du mouvement taliban, notamment dans la lutte contre Daech (*Opex360*, 16/08/2021).

La seconde manœuvre russe se caractérise par un renforcement capacitaire sur son flanc sud en anticipation de la dégradation de la situation sécuritaire. La stabilité centrasiatique est essentielle pour Moscou car ses intérêts nationaux (endiguement du risque terroriste, lutte contre le trafic de drogue) y sont directement menacés. L'Ouzbékistan et le Tadjikistan sont particulièrement vulnérables, de même que le Kirghizistan, *via* la vallée de Ferghana qui reste une zone grise difficile à contrôler. Le mouvement islamique d'Ouzbékistan (MOI), tout comme Daech, sont présents en Afghanistan et pourraient profiter de la victoire talibane pour franchir les frontières et essaimer dans la sphère d'influence russe⁴⁰. Dans ce cadre, le Tadjikistan a déjà mobilisé 20 000 réservistes pour surveiller une frontière qui voit régulièrement l'arrivée de réfugiés afghans dont des déserteurs de l'armée régulière⁴¹. Le pays a aussi mis en alerte ses forces armées depuis le 22 juillet 2021. La Russie dispose d'une base d'importance dans le pays⁴² et s'est déclarée prête à stabiliser les frontières du Tadjikistan si nécessaire. Elle n'hésite plus non plus à réarmer directement les forces de sécurité kirghizes et tadjikes pour mieux contrer les incursions aux frontières. Le 28 juillet, le ministère de la Défense russe a indiqué qu'en raison du « retrait hâtif des forces étrangères en Afghanistan ayant provoqué une détérioration rapide de la situation et une explosion des activités terroristes », des « livraisons supplémentaires gratuites d'armements et d'équipements russes à l'armée tadjike » seront effectuées⁴³. Début août, les forces russes et tadjikes se sont conjointement entraînées à des opérations antiterroristes le long des frontières méridionales du pays, la Russie déployant à cette occasion 4 bombardiers stratégiques Tu-22 afin de « s'exercer à effectuer des bombardements contre des camps terroristes et des dépôts d'armes⁴⁴ ». Depuis la chute de Kaboul, de l'armement antichar supplémentaire aurait été livré au contingent russe au Tadjikistan et ses entraînements accrus⁴⁵.

Moscou reste attentif aux évolutions des rapports de force en Afghanistan, le ministre russe des Affaires étrangères indiquant (18 août 2021) qu'un mouvement de résistance aux Talibans était en voie d'organisation dans le Panchir. Le retour de Moscou dans cette région, au travers de *proxies* opposés aux Talibans, pourrait dès lors être une hypothèse crédible en l'absence de gestes du nouveau régime afghan vis-à-vis de la Russie.

PRUDENCE DE PEKIN

Le retrait précipité américain d'Afghanistan est aussi une victoire stratégique pour Pékin qui n'aura plus les troupes de son principal concurrent mondial près de ses frontières d'Asie centrale. Toutefois, cette victoire comporte un risque majeur pour Pékin : celui de la contagion terroriste islamiste⁴⁶ au Xinjiang, à majorité musulmane, et la déstabilisation que cette victoire de l'islamisme radical pourrait faire peser sur son projet économique des nouvelles routes de la soie. Dans ce contexte, la Chine semble opter pour la prudence et la diplomatie. La Chine se présente ainsi comme un acteur sérieux, à l'opposé du retrait perçu comme « irresponsable » des États-Unis⁴⁷, égratigné par la propagande chinoise⁴⁸.

La Chine tente d'apparaître comme un acteur incontournable des médiations internationales sur l'Afghanistan et discute tant avec les Talibans qu'avec les voisins de l'Afghanistan. L'objectif de Pékin est d'aboutir à une situation qui lui permettra d'utiliser des outils de pression économique (projets de développement économique financés par la Chine en collaboration avec le Pakistan⁴⁹) pour imposer une stabilisation « à la chinoise » à cet État enclavé. Les derniers pourparlers officiels remontent

⁴⁰ Les Talibans ont associé les groupes d'Asie centrale aux combats de plus en plus nombreux qu'ils mènent dans le nord.

⁴¹ *Middle East Affairs*, 07/07/2021.

⁴² Environ 7 000 hommes depuis un accord de défense signé en 2012 et valable pendant 30 ans (*Opex360*, 28/07/2021).

⁴³ *Ibid.* Annonce réitérée le 23 août par Youri Borissov, vice-Premier ministre russe (*Sputnik*, 23/08/2021).

⁴⁴ *Opex360*, 07/08/2021.

⁴⁵ *Sputnik*, 23/08/2021.

⁴⁶ Notamment du Mouvement islamique du Turkestan oriental, d'origine ouïghoure, présent en Afghanistan (*Courrier International*, 27/06/2021).

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ Comme en témoignent les articles de *Courrier International*, 16/08/2021.

⁴⁹ L'Afghanistan dispose de réserves importantes en terres rares, dont le lithium, des minerais précieux pour l'industrie électronique chinoise. La Chine pourrait être tentée de parier sur le nouveau pouvoir afghan pour faire progresser ses visées minières.

d'ailleurs à juin 2021 lorsque le ministre chinois des Affaires étrangères a proposé d'accueillir un dialogue inter-afghan pour ramener la stabilité dans le pays et éviter le retour du terrorisme international. La diplomatie chinoise s'est également déclarée prête, le 13 juillet suivant, à coopérer avec les Talibans s'ils s'emparaient du pouvoir central tout en leur enjoignant de rompre résolument tout lien avec les groupes terroristes. Le porte-parole taliban a affirmé en retour ne pas vouloir s'immiscer dans les affaires intérieures chinoises⁵⁰. Le 16 août, la Chine a de nouveau déclaré vouloir entretenir des relations amicales avec le nouveau gouvernement taliban, Pékin ayant conservé son ambassade sur place. La Chine surveille toutefois de près le corridor de Wakhan qui fait sa frontière avec l'Afghanistan, et aurait installé à proximité de cette zone une base au Tadjikistan⁵¹. Adeptes du non-interventionnisme militaire, elle pourrait également accroître la sécurité⁵² de la nouvelle route de la soie *via* un recours massif à des sociétés de sécurité privées, voire assurer en partie la formation et l'entraînement des forces de sécurité des pays de la région, chasse gardée de Moscou jusqu'alors⁵³.

La chute du régime pro-occidental de Kaboul représente une victoire symbolique importante pour l'islamisme radical. Ce dernier va dès lors tenter d'essaimer dans les pays voisins de l'Afghanistan, recréant un nouveau foyer pour le djihadisme international. La menace terroriste risque d'augmenter tandis que l'instabilité sécuritaire et les exactions possibles du nouveau régime taliban risquent d'encourager d'importantes migrations tout en accentuant les trafics de drogue en provenance de ce pays. Le retrait occidental marque une rupture géopolitique et l'avènement d'un nouveau « Grand Jeu » qui verra cette fois-ci s'opposer des puissances eurasiatiques (Chine et Russie, voire Pakistan, Iran et Turquie dans une moindre mesure). Celles-ci, fortes des leçons de l'histoire, ne devraient toutefois pas intervenir militairement en Afghanistan, préférant la création d'alliances régionales (pays d'Asie centrale pour la Russie, Pakistan et Iran pour la Chine, Pakistan et Asie centrale pour la Turquie) pour à la fois contenir la menace djihadiste et tenir en respect leurs rivaux.

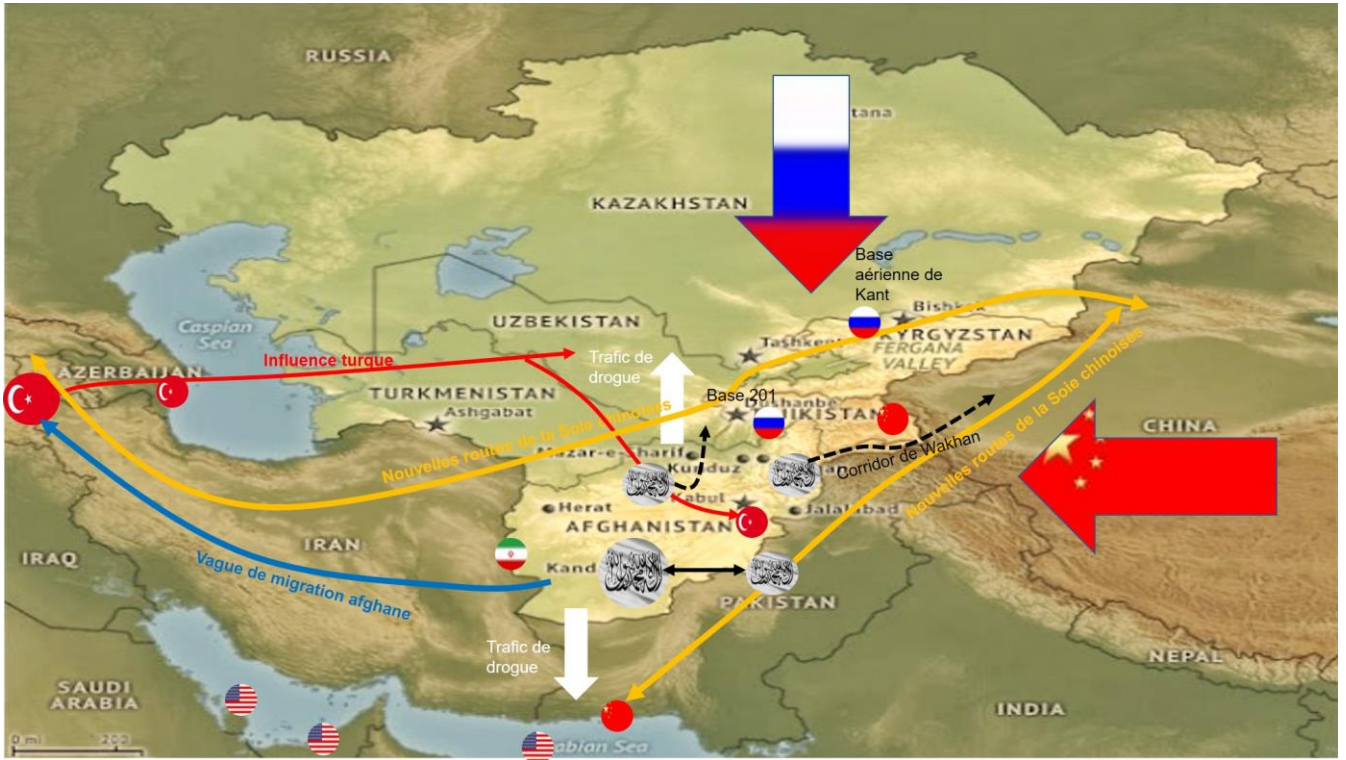
⁵⁰ *Marianne*, 19/07/2021.

⁵¹ Révélée par le *Washington Post* en février 2019 ; *Ibid.*

⁵² Neuf civils chinois travaillant sur un barrage ont été tués mi-juillet dans le nord du Pakistan dans un attentat attribué aux groupes islamistes. En avril, un attentat visant l'ambassadeur chinois au Pakistan avait fait quatre morts (*Les Échos*, 18/08/2021).

⁵³ *Eurasia news*, 22/07/2021.

Afghanistan, théâtre d'un nouveau « Grand Jeu » régional





FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques



INSTITUT FMES

Maison du Numérique et de l'Innovation
Place Georges Pompidou - F 83000 TOULON

TOUS DROITS RESERVES

